

Restitution de la conférence portant sur "Les Startups en Tunisie et les mécanismes de financement"

La création de l'écosystème de développement des startups a été réfléchi depuis les événements de 2011 où il a été constaté l'exode des jeunes talents tunisiens vers l'Europe essentiellement. Cet écosystème a commencé à prendre forme en 2016 et a continué son développement jusqu'à aujourd'hui. Quelles sont les piliers de cet écosystème ? Quels sont ses mécanismes de financement ? Quels sont ses objectifs et les résultats attendus ? quels sont les obstacles et les réalisations ?

Pour répondre à ces questions et nous éclairer sur le sujet, le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a invité le 7 avril 2026, Monsieur Alaya Bettaieb, ancien DG de Smart Capital (2021-2024) et ancien Secrétaire d'Etat à la Coopération Internationale (2011-2013).

Mr. Bettaieb a commencé par remercier le Président et les membres de FIKD pour leur invitation et pour l'intérêt qu'ils accordent au sujet des Startups.

Il a ensuite présenté la genèse du projet Startup Tunisia, pour la création de tout un écosystème de développement de Startups, réfléchit depuis la révolution suite à l'observation du phénomène d'exode des jeunes et talents tunisiens vers l'Europe essentiellement. L'idée a été prise en charge en 2016 par Mr. Noomène El Fehri, ministre des communications à l'époque qui a fait appel à la diaspora tunisienne et un bon nombre de compétences tunisiennes. Cet effort a donné naissance à la loi Startup Act en mai 2018, devenue opérationnelle en mai 2019, suivi en Juillet 2019 par la création juridique de Smart Capital une société de gestion de la loi et du projet dans son ensemble, devenue opérationnelle en Juillet 2020.

Startup Tunisia est un projet construit sur 3 piliers :

1. **Startup Act** : la loi, est le premier pilier. Elle accorde un package de 22 incitations pour les entrepreneurs, les investisseurs et les Startups. **Smart Capital** à travers sa plateforme sur startup.gov.tn gère l'octroi de ces incitations, décernées seulement aux Startups labélisées. Le label est décidé par un collège formé de 9 experts nommés par le Chef du Gouvernement qui tranche sur 5 critères de sélection dont le niveau d'innovation de la solution et sa scalabilité. La candidature à la labélisation est mensuelle, se fait exclusivement en ligne. Le collège accepte seulement 50 candidatures et décerne entre 10 et 20 labels par mois, d'où un cumul aujourd'hui de 1250 labels depuis juillet 2020, dont 53 sont octroyés pour des startups étrangères

Mr. Bettaieb a rappelé que le projet avait comme objectif de labéliser 1000 Startups jusqu'à fin 2024, la création de 10.000 emplois, 1 Milliard de Dinars de chiffres d'affaires cumulé et UNE Licorne, c.à.d. une startup avec un chiffre d'affaires à elle-même de 1 Milliard de Dinars. Mr. Bettaieb a précisé que l'objectif en termes de nombres de Startup est atteint, et que INSTADEEP qui a été rachetée à 658 Millions \$ pourrait être considéré comme notre première licorne. Mr. Bettaieb a rajouté que le

programme de labélisation des Startups est unique en Afrique et au moyen orient, outre le fait qu'il aide à identifier les talents qui osent l'innovation et la créativité technologique, il donne une meilleure visibilité sur le potentiel technologique du pays par secteur, et facilite la tâche aux fonds d'investissement locaux et régionaux de repérer les bonnes Startups et les bonnes opportunités d'investissement.

2. **Startup Ecosystem** est le second pilier qui à travers son programme Flywheel lancé en Mars 2021, veille à soutenir l'émergence de Startups à travers ses sous programmes AIR et AIR2 et la création des Structures de soutien tels les incubateurs, les accélérateurs et les Startups Studios à travers ses sous programmes DEAL et SAIL.

AIR accorde des subventions de 30 kDt aux Startups pour la mise en place de leurs prototypes pour les aider à valider leurs technologies, leurs solutions et postuler à la labélisation. Aujourd'hui 124 subventions ont été octroyées à 124 Startups sur un objectif de 150 Startups en fin 2028. AIR2 accorde des subventions de 200 kDt à des Startups qui ont déjà validé leurs solutions et même leurs marchés, du moins ses premiers clients et sont en phase de lever ses premiers fonds pour sécuriser leurs croissances. Aujourd'hui, 28 subventions ont été octroyées à 28 Startups sur un objectif de 35 jusqu'à fin 2028. Malheureusement, pour des contraintes de financement, le nombre de bénéficiaires de ces 2 programmes reste bien en dessous du nombre des postulants. De même, et pour les mêmes contraintes, les secteurs de la santé en général, de l'environnement, de l'agriculture sont les moins servis par ces programmes.

DEAL de son côté, encourage le lancement de nouveaux programmes dédiés pour les Startups mais au profit des structures d'appui voulant s'implanter dans des zones lointaines, ou créant des programmes d'appui pour les femmes, ou pour des secteurs donnés, ou pour l'introduction d'une technologie donnée etc... pour lesquelles une subvention de 200 kDt est programmée pour chacune de ses structures candidates. Aujourd'hui, 19 subventions ont été octroyées à 19 structures sur un objectif de 25 jusqu'à fin 2028.

SAIL est un programme similaire dédié aux structures mais ancré sur la performance, encourageant les structures à faire labéliser plus de Startups et soutenir les Startups à lever leurs premiers fonds. A la date d'aujourd'hui, 52 tickets ou prix ont été décernés à ces structures pour un montant total de 450 kDt.

A travers ces programmes Smart Capital a pu repérer 53 structures sur 107 (contre moins d'une quinzaine en 2020) qui font un bon travail d'accompagnement et réussissent bien leurs missions. Le programme a permis de créer plusieurs structures à l'intérieur du pays mais la concentration reste encore au grand Tunis, Sousse et Sfax.

3. **Startup Invest** est le 3eme pilier de Startup Tunisia dédié aux mécanismes de l'investissement. Il ambitionne à travers l'unique fonds de fonds du pays (et même du continent) ANAVA, d'une taille initiale de 100 Millions d'Euros, de créer 13 fonds d'investissement dans les 3 stades de développement de la Startup, l'amorçage, la croissance et l'expansion internationale. Lancé en mars 2021, ANAVA commence par un fonds initial de 40 Millions d'euros sur 75 Millions empruntés par l'état à la banque mondiale, mais géré par la Caisse des dépôts et Consignations CDC, et vis-à-vis de Smart Capital, suivi de 20 Millions d'euros investis (pas de dette) par la KfW en décembre 2022. ANAVA a pu aider à créer aujourd'hui 10 fonds d'investissements VC dont 6 sont des fonds d'amorçage basés en Tunisie. La création de ces fonds locaux a permis d'identifier et aussi de créer un nouveau mindset d'investisseurs intéressés par la technologie, par les jeunes talents, par

une nouvelle image du pays et de son économie. Il a permis aussi d'aider une diaspora tunisienne à souscrire généreusement dans ces fonds.

ANAVA a pu aussi drainer 2 fonds de croissance et 2 autres d'expansion régionaux et étrangers répartis entre 2 fonds africains et 2 fonds panarabes attirés essentiellement par le Talent Pool des tunisiens et des startups tunisiennes.

A la date d'aujourd'hui les fonds de ANAVA sont déjà totalement investis. Deux fonds ont même pu réaliser des opérations de sorties, ce qui est exceptionnel à ce stade. Smart Capital est actuellement en phase de levée de fonds tardive, pour le fonds de fonds afin d'atteindre l'objectif des 100 Millions de euros annoncés lors de sa souscription au conseil du marché financier. Ceci permettra d'assurer la continuité dans le financement de la croissance des startups.

Ce mécanisme de financement unique dans la région, n'a pu financer aujourd'hui que 70 Startups sur 1250 labélisées, et ce suite aux conditions administratives et réglementaires assez rigides imposées surtout sur les fonds résidents en Tunisie pour investir en devises dans des Startups résidentes. Le retard dans l'adoption du nouveau code des changes est un autre frein qui a encouragé beaucoup de Startups à ouvrir des filiales à l'étranger, en France particulièrement pour contourner les règles de la banque centrale, et encaisser leurs investissements à l'étranger. Mr. Bettaieb ajoute que de toutes les façons, les Startups vont tôt ou tard s'implanter à l'étranger pour leurs programmes d'expansion, généralement après avoir sécurisé une bonne référence sur le marché local, les contraintes administratives les poussent à courir plus de risque et le faire plus tôt.

Mr. Bettaieb a aussi parlé de 2 autres programmes Investi et Halo. Investi est un programme lancé sur 5 ans par l'UE pour aider les Startups des pays du sud à pitcher leurs projets pour les investisseurs européens, mais pas seulement. Ce programme a permis de combler un vide dans le financement de l'amorçage des Startups labélisées pendant les années 2020, 2021 et 2022 pendant lesquelles les fonds locaux sont en phase de constitution. Seules les bonnes startups ont pu avoir accès. Smart Capital a vécu beaucoup de pression sur ces 3 années et même après.

Halo est un programme financé aussi par l'UE et appuyé par la coopération Néerlandaise pour aider sur une période de 9 mois, à la création d'une nouvelle génération de Business Angels (Investisseur providentiel). 27 jeunes candidats ont bénéficié de ce programme avec ses 4 composantes : (1) la sensibilisation sur le métier, ses règles, ses risques et ses pratiques, (2) la connexion avec des réseaux de business angels à l'étranger pour le networking, (3) la formation des candidats sur les outils d'investissement d'usage et (4) un bonus financier au profit des candidats pour investir dans des Startups naissantes. Ce programme a permis de créer 5 nouveaux réseaux régionaux de business angels, soit un total de 9 réseaux.

Le Conférencier conclut son intervention par rappeler les forces et les limites du projet résumés ainsi:

Les forces :

- La Tunisie a réussi : (1) un cadre juridique, incitatif (Startup Act), (2) un programme de soutien Flywheel, aux Startups et aux structures, les SSO et (3) un outil de financement (ANAVA, fonds VC...) indispensable pour toute concrétisation. C'est un des meilleurs projets lancés en Tunisie, similaire à celui de la loi 72 mais adapté à une nouvelle ère (technologique) et une nouvelle génération. Le modèle triptyque Startup Tunisia est considéré par les institutions financières de développement, le plus structuré de la région arabe et africaine

- Le fonds de fonds ANAVA est un vrai succès institutionnel. La Tunisie a réussi à attirer des fonds régionaux, à créer un pipeline VC et professionnaliser partiellement l'investissement early-stage dans le pays. Les chiffres sont significatifs : 1250 startups labellisées, +560 opérations d'investissement, +107 structures d'accompagnement. En atteignant ces objectifs, la Tunisie est sortie du stade expérimental.
- Les exits et les levées présentés sont essentiels psychologiquement. Ils prouvent : (1) qu'il existe des success stories, (2) qu'un retour sur capital est possible et (3) que l'écosystème devient investissable.

Les limites structurels du projet :

Malgré les progrès, l'écosystème tunisien reste encore principalement :

- administratif ;
- centré sur les aides ;
- peu industrialisé ;
- peu internationalisé ;
- trop dépendant de l'État ;
- encore faible en deeptech et propriété intellectuelle.

Un problème central est constaté, la Tunisie fabrique des startups... mais pas encore des "une startup nation" ! C'est la différence fondamentale. Créer des startups est différent de créer une économie innovante.

Aujourd'hui, plusieurs problèmes persistent :

1. Trop peu de startups "globales", en effet, beaucoup de startups :

- restent locales ;
- deviennent des SSII améliorées ;
- manquent de technologies propriétaires ;
- n'atteignent pas l'hyper croissance.

2. Peu de deeptech avec une faible présence dans les secteurs de AI native startups, de biotech, de robotics, de semi-conducteur, de climate tech, de cybersecurity et de medtech avancée. Or ce sont ces secteurs qui créent une forte valeur, développent les exportations et assurent une souveraineté technologique.

3. Universités encore déconnectées

La recherche scientifique tunisienne reste peu connectée au venture capital, à l'industrialisation et au transfert technologique. C'est probablement l'une des plus grandes faiblesses structurelles.

4. Faible attractivité internationale

La Tunisie n'attire pas encore massivement : les fondateurs étrangers, les nomades tech, les chercheurs, la venture builders et les fonds internationaux.

5. Culture entrepreneuriale encore fragile : Le système éducatif actuelle continue à former des diplômés plus que des bâtisseurs.

LES RECOMMANDATIONS :

Mr. Alaya Bettaieb achève sa conférence par un ensemble de recommandations :

I. Recommandations stratégiques majeures :

1. Passer du “startup act” à “innovation nation act” : Le prochain stade ne doit plus viser seulement les startups, mais plutôt viser : les talents, la recherche, l'IP, l'industrie, l'IA, l'export et la souveraineté technologique.

2. Créer un “global talent visa : Etape très importante pour la Tunisie qui doit devenir attractive pour : les développeurs, les chercheurs, les AI engineers, les entrepreneurs africains, les nomades digitaux et la diaspora. Exemples : UAE, Portugal, Estonie, Arabie Saoudite. La guerre mondiale des talents est déjà lancée.

3. Transformer les universités en moteurs d'innovation en permettant de créer :

- Startup Universities
- AI Labs
- Venture Studios universitaires
- FONDS de transfert technologique (à part les BUTT, il faut des fonds)
- Incubateurs de recherche

Aujourd'hui, trop peu de doctorants créent des startups.

4. Créer des “venture studios” nationaux : C'est une énorme opportunité.

qui permet de créer des startups systématiquement à partir des grands problèmes nationaux au lieu d'attendre les idées. Exemples : eau, l'agriculture durable, la transition énergétique, la santé, la logistique, l'éducation et le tourisme intelligent et durable.

5. Développer une stratégie AI nationale startups : La prochaine vague sera AI-native. La Tunisie doit :

- créer des datasets souverains ;
- financer les AI startups ;
- ouvrir les données publiques ;
- créer un cloud souverain ;
- développer l'Arabic AI (l'Arabie Saoudite est très avancée la dessus) .

6. Repenser les “sandbox réglementaires” : La Tunisie a échoué dans celui de la FinTech. Il reste quand même un concept très important pour :

- encore la fintech

- healthtech
- drones
- mobilité
- climate tech
- AI

Les startups doivent pouvoir tester rapidement. L'administration doit AGIR UNE FOIS RASSUREE.

7. Décentraliser l'écosystème : Aujourd'hui Tunis domine excessivement et l'innovation doit devenir territoriale. Il faut créer :

- Cap Bon Tech Hub
- Sfax Deeptech Valley
- Sahel AI Corridor
- South Tunisia ClimateTech Hub

8. Passer de l'aide à la commande publique

Le vrai moteur des startups n'est pas la subvention. C'est l'accès au marché. L'État tunisien doit réserver 5–10% des marchés publics innovants aux startups tunisiennes. C'est ce qui transforme réellement un écosystème. A l'instar de Small Business Act au USA des années 40 puis 80.

9. Connecter startups ET industrie afin de dépasser cette immense faiblesse actuelle et ce, en créant :

- Corporate Venture Capital (fait en 2006 avec SAGES Capital dans la cas de l'Essaimage, mais pas du tout suivi)
- innovation procurement
- venture client programs

Les grands groupes tunisiens innovent encore trop peu avec les startups.

10. Attirer les fonds GCC et Afrique

La Tunisie peut devenir la plateforme R&D et talent du GCC, par le positionnement intelligent :

- du talent tunisien
- du coût compétitif
- de la proximité Europe/Afrique/Golfe

Mais cela nécessite :

- stabilité réglementaire ;
- rapidité administrative ;
- internationalisation juridique.

II. LE PLUS GRAND ENJEU : RETENIR LES TALENTS

La Tunisie perd énormément ses talents : des développeurs, des chercheurs, des ingénieurs AI en raison d'un environnement local très limité et des offres internationales très confortables : des salaires globaux qui explosent et de fortes perspectives internationales.

Il est temps de créer **"Tunisia Innovation Compact"** avec :

- fiscalité attractive ;
- une meilleure qualité de la vie ;
- visas ;
- stock option ET equity ;
- le travail à distance ou à domicile;
- innovation hubs ou districts;
- hébergement;
- international schools ;
- AI campuses.

Pour un positionnement stratégique, Il est trop tard et trop couteux pour que la Tunisie deviennent “la Silicon Valley africaine.” En revanche, elle peut devenir **“Le Hub Méditerranéen des talents technologiques et de l’AI francophone/ arabe.”**

En conclusion, la Tunisie a déjà réussi **la phase 1** : créer un écosystème startup crédible. **La phase 2** doit être beaucoup plus ambitieuse : passer d’un programme startups à une économie d’innovation complète.

Le prochain défi n’est plus seulement financier ou réglementaire. Il est d’ordre :

- Culturel ;
- Technologique ;
- Éducatif ;
- Géopolitique ;
- Territorial ;
- International.

Et le pays qui gagnera demain sera celui qui saura attirer, organiser et amplifier les talents mondiaux autour d’une vision technologique souveraine et inclusive.

Monsieur Bettaieb a fait remarquer que d’autres aspects n’ont pas été couverts par son intervention qui était plutôt descriptive et centrée sur les programmes. Lors d’une prochaine rencontre il nous parlera :

- d’une vision civilisationnelle ;
- de l’ambition géopolitique ;
- de la stratégie de souveraineté technologique ;
- et probablement d’ une projection 2035.

Les membres du Forum ont remercié vivement Monsieur Alaya Bettaieb pour sa pertinente intervention tout en approuvant les recommandations avancées, ils ont posé un certain nombre de questions auxquelles le conférencier a répondu. Ces dernières sont liées aux contraintes administratives, à l’exode continue des talents, et à la loi ou code des changes essentiellement. Il considère comme une bonne partie des jeunes talents tunisiens que Startup Tunisia est une chance pour le pays et pour ses jeunes, et qu’il lui faut un cadre qui va avec et des personnes à l’administration qui y croient. Aujourd’hui, la BCT travaille avec des dérogations pour permettre le flux des investissements entre fonds de fonds, fonds et startups. Il est temps que d’autres mesures

beaucoup plus souples prennent place, et d'autres soient éliminées. Mr. Bettaieb reste toutefois optimiste qu'avec le développement significatif et même spectaculaire de l'écosystème des Startups labellisation, subvention aux startups et aux structures et l'existence de 9 réseaux de business angels, et de 10 fonds d'investissements destinés aux startups tunisiennes il y aura toujours des talents qui créent, des structures qui accompagnent, des investisseurs et des fonds qui investissent et de nouvelles licornes et de nouvelles réussites qui se font à l'horizon.

Les membres du Forum ont confirmé que l'écosystème Startup Tunisia montre clairement que la Tunisie a réussi quelque chose d'exceptionnel à l'échelle africaine : créer un cadre légal et financier relativement avancé pour les startups. Ils ont insisté sur l'urgente nécessité de l'ajustement du code des changes et le passage vers un "Startup Act 2.0" . Ces ajustements sont importants mais ne suffiront pas à transformer la Tunisie en véritable économie d'innovation.

Le défi aujourd'hui n'est plus seulement : Comment créer des startups ? Le vrai défi devient : Comment construire une nation innovante capable d'attirer, retenir et amplifier les talents locaux et aussi mondiaux ? Ceci nécessite une volonté politique pour une transformation systémique beaucoup plus profonde.

Pour plus de détails, il est possible de consulter la présentation ppt en anglais telle que présentée par Monsieur Alaya Bettaieb [ci jointe attachée](#).